

# Se Marier dans les collectivités Françaises d'Outre-mer

## DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RESSORTISSANTS ETRANGERS

Polynésie française • Nouvelle-Calédonie • Wallis-et-Futuna • Mayotte  
• Saint-Martin • Saint-Barthélemy • Saint-Pierre-et-Miquelon

La loi du 27 mai 2009 a établi de nouvelles règles pour le mariage des étrangers non résidents dans les collectivités françaises d'outre-mer (Polynésie française, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Wallis-et-Futuna) et en Nouvelle-Calédonie.

Ce dispositif soustrait les couples étrangers à l'obligation de résidence d'un mois au moins dans la commune de célébration du mariage, posée par le code civil.

Cette condition est remplacée par le dépôt d'un dossier auprès du maire de la commune choisie par les futurs époux pour la célébration de leur mariage.

### **Article 58 – Loi du 27 mai 2009**

« I. Dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, et par dérogation à l'article 74 du code civil, le mariage de deux personnes de nationalité étrangère ne résidant pas sur le territoire national peut être célébré dans la commune de leur choix, sans condition de résidence de l'un ou l'autre des futurs époux dans ladite commune.

II. Lorsqu'il est fait application du I, la compétence territoriale du maire de la commune choisie par les futurs époux résulte du dépôt par ceux-ci d'un dossier constitué à cette fin au moins un mois avant la publication prévue à l'article 63 du code civil.

III. Dans la même hypothèse, l'officier de l'état civil peut demander à l'autorité diplomatique ou consulaire territorialement compétente de procéder à l'audition des futurs époux prévue au même article 63.

IV. A l'issue du délai prévu au II, et par dérogation à l'article 165 du code civil, le mariage est célébré publiquement devant l'officier de l'état civil de la commune choisie par les futurs époux, en présence d'un traducteur-interprète assermenté.»

### **COMMENT PROCEDER ?**

Le dossier à envoyer au Maire de la commune choisie pour la célébration du mariage doit comprendre les éléments suivants :

**1-** Une lettre, datée et signée par les futurs époux, adressée au maire et demandant à celui-ci de faire application des dispositions de l'article 58 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 à une date qu'ils préciseront.

**2-** La copie intégrale de l'acte de naissance remise par, chacun des futurs époux et ne datant pas de plus de six mois. L'acte délivré par une autorité étrangère doit, le cas échéant, être traduit et légalisé conformément aux dispositions applicables selon le pays d'origine.

**3-**La justification de l'identité de chacun des futurs époux par un passeport en cours de validité et, le cas échéant, par un visa (ou la demande de visa) lorsque celui-ci est requis pour séjourner dans la collectivité d'outre-mer concernée ou en Nouvelle-Calédonie en fonction de la nationalité des intéressés.

**4-**Les nom, prénoms, date et lieu de naissance des père et mère des futurs époux, leurs adresses et leur profession ;

**5-**Les nom, prénoms, date et lieu de naissance des témoins, leurs adresses et leur profession.

### **UN DISPOSITIF QUI N'ECARTE PAS LES AUTRES DISPOSITIONS DU CODE CIVIL EN MATIERE DE MARIAGE**

Les mariages célébrés entre personnes de nationalité étrangère en application de ce dispositif dérogatoire demeurent soumis à la loi française dans les conditions définies par le code civil. Ces mariages devront notamment respecter les dispositions fondamentales en matière de mariage relatives

- à l'âge requis pour se marier (dix-huit ans révolus),
- au libre consentement,
- à la présence de chacun des deux époux lors de la célébration du mariage,
- aux prohibitions du mariage entre ascendants et descendants en ligne directe, entre frère et soeur, entre oncle et nièce ou tante et neveu,
- à la prohibition de la polygamie,
- et à la célébration publique du mariage devant l'officier public compétent. Par ailleurs, ces mariages sont soumis aux dispositions relatives aux formalités préalables (affichage), à la célébration et aux actes d'état civil en matière de mariage.

### **AUDITION PAR L'AUTORITE DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE**

L'officier de l'état civil « peut demander » aux autorités diplomatiques ou consulaires territorialement compétentes de procéder à l'audition des futurs époux, telle que le prévoit le code civil.

Lorsqu'à l'occasion de cette audition, des indices sérieux laissent présumer que le mariage encourt la nullité, l'autorité diplomatique ou consulaire compétent doit en saisir sans délai le Procureur de la République et le maire du lieu de célébration choisi.

### **UNE FORMALITE SPECIFIQUE**

Les maires s'assureront qu'un traducteur-interprète assermenté a bien été mandaté par les futurs époux pour assurer la traduction de la célébration.

Les nom et prénoms du traducteur-interprète assermenté seront mentionnés dans l'acte de mariage.

- [www.outre-mer.gouv.fr](http://www.outre-mer.gouv.fr) •

# Getting Married In French Overseas Collectivities

## SPECIFIC INFORMATION FOR FOREIGNERS

French Polynesia • New Caledonia • Wallis-et-Futuna • Mayotte • Saint Martin •

Saint Barthélemy • Saint-Pierre-et-Miquelon

The law of May 27, 2009 established new regulations for non-resident foreigners getting married in French Overseas Collectivities (French Polynesia, Wallis-et-Futuna, Mayotte, Saint Martin, Saint Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon) and New Caledonia.

These regulations negate the obligation for foreign couples to live in the collectivity for a month prior to their marriage there. This condition is replaced by the presentation of a dossier at the registry office at the town hall in the collectivity selected by the future spouses to celebrate their wedding.

### Article 58 – Law of 27 May 2009

**I.** In the Overseas Collectivities and New Caledonia, and as per article 74 in the civil code, the marriage of two foreigners who are not residents in the collectivity can take place in the collectivity of their choice without a residency requirement for either party in said collectivity.

**II.** When clause I is applied, the collectivity where the marriage will take place must require the presentation of a complete dossier at least one month in advance of the wedding date as required by article 63 of the civil code.

**III.** At the same time, the civil registry officials can ask the diplomatic authorities or territorial authorities for permission to interview the future spouses as also provided by article 63.

**IV.** Once the delay in clause II has been met, and as per article 165 of the civil code, the marriage can take place publicly before an official of the collectivity selected by the future spouses, en the presence of an officially approved translator/interpreter.

### HOW TO PROCEDE?

The dossier sent to the Collectivity selected by the future spouses must include the following documents:

**1- A letter dated and signed by the future spouses** addressed to the civil registry requesting application of the regulations in article 58 of law n° 2009-594 of May 27, 2009 for the date they request.

**2- Complete copies of birth certifiante for each of the parties to be married**, and issued and dated no more than six months before the wedding. Certificates issued by foreign authorities must be translated and legalized according to the regulations applicable in their native country.

### 3- Proof of identity for each of the future spouses

via a valid passport or a visa (or the request for a visa) when such is required to stay in the Overseas Collectivity concerned or in New Caledonia and in function of the nationalities represented.

**4-Last names, first names, date and place of birth for the father and mother of the future spouses, their address and profession;**

**5- Last names, first names, date and place of birth for the witnesses, their address and profession;**

### INTERVIEW WITH DIPLOMATIC OR CONSULAR AUTHORITY

Civil registry officials “can request” the appropriate diplomatic or consular authorities to interview the future spouses as allowed by the civil code. If during this interview, anything should indicate that the marriage should not take place, the competent diplomatic or consular authority must refer to the government or civil registry of the selected collectivity immediately.

### SPECIFIC FORMALITIES

The civil registry office requires that an officially accepted translator/interpreter as selected by the future spouses is there to ensure the translation of the marriage ceremony.

The last name and first names of the official translator/interpreter are mentioned in the marriage documents.

### OTHER REGULATIONS FOR MARRIAGE THAT MUST MEET THE RULES OF THE CIVIL CODE

Marriages celebrated by couples of foreign nationality are subject to certain regulations subject to French law and defined by the code civil.

These marriages must respect these requirements:

- **Legal age to be married** (18 years of age),
- **Freedom of consent,**
- **The presence of each of the future spouses** during the celebration of the marriage,
- **Any prohibitions for marriage** between direct relatives, between brother and sister, between uncle and niece, or aunt and nephew, etc.
- **Prohibition of polygamy,**
- **Celebration of the marriage** before a public official competent to perform the ceremony; In addition, these marriages are subject to all relative regulations concerning marriage by the civil registry office.
- [www.outre-mer.gouv.fr](http://www.outre-mer.gouv.fr) •

DOCUMENTS A FOURNIR POUR LA CONSTITUTION DU DOSSIER DE MARIAGE	Cadre réservé à l'administration	
	ÉPOUX	ÉPOUSE
<p align="center"><b><u>Dossier à déposer personnellement au service</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>1 mois avant la date du mariage</b> <i>si les 2 futurs époux habitent la collectivité</i></li> <li>• <b>1 mois ½ avant la date du mariage</b> <i>si 1 seul des futurs époux habite la collectivité ou n'a qu'une simple résidence dans la collectivité</i></li> </ul> <p align="center"><i>ou si l'un des époux est étranger</i></p> <p><b>LE DOSSIER DOIT ETRE COMPLET AVANT LA PUBLICATION DES BANS PRÉVUE PAR LA LOI (LOI N° 2006-1376)</b></p>		
<p><u>DOCUMENTS A REMPLIR (fournis par le service)</u></p> <p>1) ATTESTATION SUR L'HONNEUR + FICHE DE RENSEIGNEMENTS POUR CHAQUE FUTUR ÉPOUX</p> <p>2) RENSEIGNEMENTS COMMUNS AUX FUTURS ÉPOUX</p> <p>3) LISTE DES TÉMOINS</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>4) COPIE ou EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCE AVEC FILIATION <b>datant de moins de 3 mois à la date du mariage</b>, délivré(e) par la mairie du lieu de naissance, <b>de moins de 6 mois</b> s'il a été délivré dans un Consulat ou par le Ministère des Affaires Étrangères (pour les français nés à l'étranger). <a href="http://www.acte-etat-civil.fr">www.acte-etat-civil.fr</a></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>5) JUSTIFICATIF DE DOMICILE PERSONNEL : quittance EDF, France Télécom, Générale des Eaux, bail de location + quittances de loyer (3 derniers mois) etc...</p> <p><i>Personnes hébergés (à voir)</i></p> <p><i>Si l'un des futurs époux n'a (ou les 2 futurs époux n'ont) qu'une simple résidence dans la collectivité, la production d'un justificatif représentant 1 mois de présence continue dans la collectivité doit être fournie à la date du dépôt du dossier.</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>6) PIÈCE D'IDENTITÉ (carte nationale d'identité, ou passeport)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>7) COPIE INTÉGRALE DE L'ACTE DE NAISSANCE DU OU DES ENFANTS COMMUNS, délivrée(s) par la mairie du lieu de naissance + LIVRET DE FAMILLE DE PARENTS NATURELS</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

8) COPIE DE L'ACTE DE MARIAGE AVEC LA MENTION DE DIVORCE pour les personnes divorcées (si la mention n'est pas portée sur l'acte de naissance) ou jugement de divorce + certificat de non-appel.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9) COPIE DE L'ACTE DE DÉCÈS du précédent conjoint pour les personnes veuves.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11) CONSENTEMENT DU CURATEUR OU DU CONSEIL DE FAMILLE pour les personnes placées en Curatelle ou en Tutelle.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12) AUTORISATION MILITAIRE lorsque le futur conjoint ne possède pas la nationalité française ou lorsque les militaires servent à titre étranger.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13) CERTIFICAT DU NOTAIRE s'il est fait un contrat de mariage.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>DOCUMENTS A FOURNIR POUR UNE PERSONNE DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE</b> (en plus des pièces indexées, 1,2,3,5,6,9 page ci-contre)	Cadre réservé à l'administration	
	ÉPOUX	ÉPOUSE
<p>1) EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCE AVEC FILIATION (datant de moins de 6 mois de préférence à la date du mariage) en <u>original et sa traduction</u>.</p> <p>Dans certains cas, l'acte de naissance doit être légalisé*.</p> <p>La traduction en langue française n'est pas soumise à légalisation si elle est effectuée par un traducteur assermenté auprès d'une cour d'appel ou de la cour de cassation française ; elle doit être revêtue de la signature et du sceau du traducteur.</p> <p>La traduction en langue française effectuée par un traducteur assermenté dans le pays où l'acte a été établi doit être légalisée par le consulat de France territorialement compétent.</p> <p><b>ou</b></p> <p>EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCE PLURILINGUE avec la mention « <u>délivré en vue du mariage</u> »</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2) CERTIFICAT DE COUTUME relatif à la réglementation du pays d'origine en matière d'état civil (capacité, publication de bans, etc...), délivré par le Consulat ou l'Ambassade du pays concerné (si l'intéressé(e) habite en France) ou un Juriste ou un Avocat (si l'intéressé(e) habite à l'étranger)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>3) CERTIFICAT DE CAPACITE MATRIMONIALE</p> <p>OU CERTIFICAT DE CÉLIBAT</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>délivré par le Consulat ou l'Ambassade du pays concerné, si l'intéressé(e) habite en France</li> <li>délivré par les autorités compétentes locales en <u>original et sa traduction</u>, si l'intéressé(e) habite à l'étranger</li> </ul>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>4) JUGEMENT DE DIVORCE + CERTIFICAT PRÉCISANT LE CARACTÈRE DÉFINITIF du divorce <u>et sa traduction</u> (ou acte de mariage revêtu de la mention de divorce si l'intéressé(e) était marié en France)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>5) VISA (pour les étrangers de passage)</p> <p>CARTE DE SÉJOUR (pour les étrangers habitant sur l'île)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

*\* La légalisation*

*La légalisation consulaire est l'attestation donnée par un consulat de la véracité des signatures apposées sur un acte public étranger et de la qualité de ceux qui l'ont dressé ou expédié, afin que l'on puisse y ajouter foi partout où l'acte est produit. La légalisation des actes de l'état civil émanant de l'autorité locale étrangère incombe exclusivement aux agents diplomatiques ou consulaires, chargés des fonctions d'officier de l'état civil.*

*Simplification de la légalisation : l'apostille*

*L'apostille se présente sous la forme d'un carré de 9 cm de côté minimum et comporte un certain nombre de mentions obligatoires dont la référence à la convention (convention de La Haye du 05/10/1961) et l'indication des autorités ayant établi le document et ayant apposé l'apostille.*

*Elle est délivrée à la requête du signataire ou de tout porteur de l'acte, par l'autorité compétente de l'état d'où émane le document.*

*.../...*

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES PAR PAYS

### Pour les actes émanant des pays suivants :

Algérie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bénin, Brésil, Bulgarie, Burkina-Faso, Cameroun, République Centrafricaine, Congo (Brazzaville), Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Egypte, Espagne, Gabon, Hongrie, Irlande, Italie, Kiribati, Luxembourg, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Niger, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume Uni, Saint-Marin, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tchad, République Tchèque, Togo, Tunisie, Turquie, Viet Nam, Yougoslavie (R.F.Y. Serbie Monténégro)

### La signature et le sceau des autorités locales suffisent.

Il convient de rappeler qu'en ce qui concerne les pays énumérés ci-dessous, membres avec La France de la Commission internationale de l'état civil, les officiers de l'état civil exigeront du ou des futurs époux nationaux d'un de ces États, les documents de l'état civil suivants :

- *Autriche, Espagne, Italie, Luxembourg, Portugal* : 1 extrait d'acte de naissance délivré en vue du mariage pour les états où la mention du mariage est portée en marge de l'acte de naissance ;
- *Allemagne* : un certificat de capacité matrimoniale établi par l'officier de l'état civil en Allemagne ;
- *Belgique* : un extrait du registre de la population ;
- *Pays-Bas* : un extrait du registre de la population ;
- *Suisse* : un certificat individuel d'état civil établi à partir du registre des familles ;
- *Turquie* : un extrait du registre de famille.



<p style="text-align: center;"><b>DOCUMENTS NECESSARY TO COMPLETE A MARRIAGE</b></p> <p style="text-align: center;"><b>DOSSIER</b></p> <p><u>Dossier to be delivered to the civil registry office personally:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 month before the date of the wedding, <i>if both parties live in the Collectivity</i></li> <li>• 1.5 months before the date of the wedding, if only one of the parties lives in the Collectivity or if one of the parties is a foreigner</li> </ul> <p><b>THE DOSSIER MUST BE COMPLETE BEFORE THE PUBLICATION OF THE BANS AS REQUIRED BY LAW (Law N° 2006-1376)</b></p>	Reserved for the administration	
	HUSBAND	WIFE
<p style="text-align: center;"><u>DOCUMENTS TO FILL OUT (Provided by the civil registry)</u></p> <p>1) Affidavit + Informational Data for each of the parties to be married</p> <p>2) RENSEIGNEMENTS COMMUNS AUX FUTURS ÉPOUX</p> <p>3) LISTE OF WITNESSES</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>4) An official copy of your birth certificate <b>dated less than three months before the wedding</b> if provided by the city of your birth, or <b>less than six months</b> if <b>provided by a Consulate or Foreign Affairs Ministry (for French citizens born abroad)</b>.</p> <p><i>www.acte-etat-civil.fr</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>5) PROOF OF PERSONAL RESIDENCE: electric bill (EDF), telephone bill, water bill, rent receipts (last 3 months), etc.</p> <p><i>Lodgers:</i></p> <p><i>If one or both of the parties to be married do not actually live on the island, they must furnish a document proving their continuous presence in the Collectivity for one month before the date they deliver their dossier.</i></p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>6) IDENTIFICATION (national identity card or passport) carte</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>8) COMPLETE COPY OF BIRTH CERTIFICATES FOR ANY CHILDREN THE COUPLE HAS, furnished by the town where they were born; + FAMILY RECORD for the natural parents</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

8) MARRIAGE CERTIFICATE AND OFFICIAL DIVORCE PAPERS for either of the parties who has been divorced (if that information is not noted on the birth certificate).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9) DEATH CERTIFICATE for the spouse of either party who had been widowed.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11) WRITTEN CONSENT FROM GUARDIAN OR FAMILY COUNCIL for persons under a legal guardian	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12) MILITARY AUTHORIZATION when the future spouse is not of French nationality or for military serving in a foreign army.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13) CERTIFICATE FROM THE NOTAIRE if there is a marriage contract	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>DOCUMENTS NECESSARY FOR A PERSON OF FOREIGN NATIONALITY</b>	Reserved for the administration	
	HUSBAND	WIFE
<p>1) BIRTH CERTIFICATE WITH FILIATION (preferably dated less than 6 months before the date of the wedding.</p> <p>In certain cases, the birth certificate must be legalized*.</p> <p>The French translation does not need to be legalized if done by an official translator on an approved list that meets the requirements of the French legal system. The translation must bear the signature and seal of the official translator.</p> <p>The territorial French Consulate must legalize a French translation, done by an official translator in the country that provides the birth certificate.</p> <p><b>or</b></p> <p>A MULTILINGUAL BIRTH CERTIFICATE with the words "provided for upcoming marriage".</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2) CERTIFICATE OF LAW relative to the regulations in the native country concerning marital status (legality, publication of banns, etc ...) issued by the Consulate or Embassy of the country concerned (if the person (s) lives in France) or by a lawyer (if the person (s) lives abroad)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<p>3) CERTIFICAT OF MATRIMONIAL CAPACITY</p> <p>OR CERTIFICATE OF CELIBACY</p> <p>Issued by the Consulate or Embassy of the country concerned if the (if the person (s) lives in France;</p> <p>Issued by the appropriate local authority in its original language and translation if the (if the person (s) lives abroad)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>4) DIVORCE DECREE + CERTIFICATE DEFINING THE DEFINITIVE CHARACTER OF THE DIVORCE and its translation (or marriage certificate with mention of divorce is the person(s) was married in France</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>5) VISA (For foreigners who are visiting)</p> <p>CARTE DE SÉJOUR (for foreigners living on the island)</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

\* Legalization of documents

Consular legalization represents certification by a Consulate of the validity of signatures on a foreign public document and of the competence of those who quality of those who drew up or expedited the documents, so that they are deemed legal. The legalization of forms by a local authority lies exclusively with the foreign diplomatic or consular officer responsible for the registry office for civil status.

*Simplifying legalization: the apostille*

*The apostille is presented as a 9-centimeter square (minimum size per side) and has a certain number of mandatory mentions as set forth by the Hague Convention of October 5, 1961, with an indication of who issued the document and the relevant authorities who prepared the document before and affixed with an apostille*

*It is issued at the request of the signatory or any holder of the document by the competent authority of the state from which the document emanates.*

## **ADDITIONAL INFORMATION BY COUNTRY**

**For paperwork coming from these countries, the signature and seal of local authorities are sufficient:**

Algeria, Germany, Austria, Belgium, Benin, Brazil, Bulgaria, Burkina-Faso, Cameroon, Central African Republic, Congo (Brazzaville), Ivory Coast, Croatia, Denmark, Djibouti, Egypt, Spain, Gabon, Hungary, Ireland, Italy, Kiribati, Luxembourg, Macedonia, Madagascar, Mali, Morocco, Mauritania, Monaco, Niger, Holland, Poland, Portugal, Romania, United Kingdom, Saint Marin, Senegal, Slovakia, Slovenia, Switzerland, Chad, Czech Republic, Togo, Tunisia, Turkey, Vietnam, Serbia and Montenegro.

**Please note:** For the countries listed below, co-members with France of the International Civil Registry Commission, the officers of this commission require that the following documents be submitted if either spouse is a national of one of these countries:

- *Austria, Spain, Italy, Luxembourg, Portugal:* 1 birth certificate issued especially for the wedding, or where a mention of the wedding is noted along the margin of the certificate.
- *Germany:* A matrimonial capacity certificate issued by an officer of the registry office in Germany
- *Belgium:* Certificate of residency;
- *Holland:* Certificate of residency;
- *Switzerland:* Individual certificate of civil status based on the family registry;
- *Turkey:* certificate from the family registry.